

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**BPE**

Société anonyme à directoire (s.a.i.) au capital de 102 410 685 euros  
Siège social : 62 rue du Louvre, 75002 Paris  
384 282 968 R.C.S. Paris

*Comptes annuels au 31 décembre 2018 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle du 29 mai 2019*

**I. — Bilan**

(En milliers d'euros)

<b>Actif</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Caisse, banques centrales	240	173
Créances sur les établissements de crédit	484 582	309 058
Opérations avec la clientèle	3 059 570	2 780 039
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	571	478
Immobilisations incorporelles	10 002	9 830
Immobilisations corporelles	6 994	7 043
Autres actifs	36 016	16 562
Comptes de régularisation	24 043	26 693
<b>Total de l'actif</b>	<b>3 622 019</b>	<b>3 149 876</b>

<b>Passif</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Dettes envers les établissements de crédit	2 367 840	2 091 463
Opérations avec la clientèle	1 073 978	887 213
Autres passifs	10 745	6 598
Comptes de régularisation	36 254	31 033
Provisions pour risques et charges	2 650	2 933
Fonds pour risques bancaires généraux	0	0
Capitaux propres hors FRBG	130 552	130 637
Capital souscrit	102 411	102 411
Primes de fusion	627	627
Réserves	7 765	7 006
Report à nouveau	5 479	5 410
Acomptes sur dividendes	0	0
Résultat en instance d'affectation	0	0
Résultat de l'exercice	14 271	15 184
<b>Total du passif</b>	<b>3 622 019</b>	<b>3 149 876</b>

<b>Hors bilan</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
<b>Engagements donnés</b>		
Engagements de financement	224 837	207 845
Engagements de garantie	3 819	2 197
Engagements sur titres	0	0
<b>Engagements reçus</b>		
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	1 166 989	1 089 142
Engagements sur titres	0	0

**II. — Compte de résultat**

<b>En milliers d'euros</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
+ Intérêts et produits assimilés	52 695	51 271
- Intérêts et charges assimilés	22 247	23 421
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	-	-
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-	-
+ Produits sur opérations de location simple	-	-
- Charges sur opérations de location simple	-	-
+ Revenus des titres à revenu variable	11	9
+ Commissions (produits)	89 354	78 538
- Commissions (charges)	21 655	16 799
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	13	-49
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-	-
+ Autres produits d'exploitation bancaire	508	738
- Autres charges d'exploitation bancaire	562	393

<b>Produit net bancaire</b>	<b>98 117</b>	<b>89 893</b>
Charges générales d'exploitation	71 774	64 118
Dotation aux amortissements & provisions s/immobilisations corporelles & incorporelles	3 393	3 114
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>22 950</b>	<b>22 662</b>
Cout du risque	828	417
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>22 121</b>	<b>22 245</b>
Gains ou pertes sur actif immobilisé	-9	-473
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>22 112</b>	<b>21 772</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Impôt sur les bénéfices	7 841	6 588
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	-	-
<b>Résultat net</b>	<b>14 271</b>	<b>15 184</b>

### III. — Affectation du résultat

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire, connaissance prise du rapport du Directoire, constate l'existence d'un bénéfice distribuable de 19 036 381.28 euros composé de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	14 270 713.89 €
- Dotation à la réserve légale	-713 535.69 €
+ Report à nouveau antérieur	5 479 203.08 €
<b>Bénéfice distribuable</b>	<b>19 036 381.28 €</b>

et décide de l'affecter de la manière suivante :

au titre de dividende	13 479 697.00 €
au report à nouveau	5 556 684.28 €
<b>Total</b>	<b>19 036 381.28 €</b>

Elle fixe en conséquence le dividende à 0.77 euros pour chacune des 17 506 100 actions qui composent le capital social.

Ce dividende est éligible, le cas échéant, à l'abattement mentionné au 2° point du paragraphe 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts, en fonction de la qualité du bénéficiaire de la distribution. Ce dividende sera mis en paiement au plus tard le 30 juin 2019.

L'Assemblée générale prend acte que les dividendes suivants, tous éligibles à l'abattement prévu au 2° du paragraphe 3 de l'article 158 du Code général des impôts ont été mis en distribution au titre des trois derniers exercices :

exercice	Montant distribué	dividende par action
2017	14 355 002 €	0.82 €
2016	12 429 331 €	0.71 €
2015	11 904 148 €	0.68 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### IV. — Annexe aux comptes arrêtés au 31/12/2018

#### I. - Faits significatifs

Néant.

#### II. - Principes et méthodes comptables

Les comptes ont été établis suivant les principes comptables résultant de la réglementation et conformément aux dispositions applicables aux établissements de crédit agréés en qualité de banque (règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-07 du 26 novembre 2014 qui reprend en un seul texte l'ensemble de la réglementation comptable applicable aux établissements bancaires, tout en laissant les prescriptions comptables inchangées).

#### 2.1. Immobilisations et frais d'établissement (cf. tableau 6)

Les immobilisations figurent au coût historique, diminuées des amortissements cumulés. Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire. Les principaux mouvements en 2018 concernent le poste des immobilisations corporelles, qui a enregistré divers travaux de rénovation de certains de nos points de vente (1 102 K€) et l'acquisition de divers matériels et mobiliers (120 K€). Le montant des logiciels entrés au bilan s'élève à 4 234K€ et les immobilisations incorporelles en cours correspondant aux projets informatiques représentent 2 206 K€. Par ailleurs, concernant les immobilisations incorporelles, et plus précisément le fonds de commerce EPC (portefeuille de clientèle « assurances-vie externes »), un nouveau test de dépréciation a été pratiqué et a permis de valider la valeur de l'actif figurant au bilan.

Conformément aux dispositions du règlement CRC 2002-10 modifié par le règlement CRC 2003-07 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, les principaux composants des constructions sont isolés en comptabilité et amortis sur leurs durées d'utilisation respectives. Les composants et durées d'amortissements suivants ont été retenus :

Composant	Durée d'amortissement
Fonds de commerce	12 ans
Logiciels	3 à 5 ans
Installations techniques, matériel et outillage	3 à 10 ans
Installations générales et Agencements	3 à 10 ans
Matériel de transport	4 ans

Matériel de bureau et informatique	4 ans
Mobilier	10 ans
Autres matériels	5 ans
Terrain	Non amortissable
Gros œuvre	Immeubles de direction et de placement : 50 ans, Agences : 25 ans
Clos et couverts	25 ans
Lots techniques	20 ans
MOA	5 ans

## 2.2. Autres actifs/passifs et comptes de régularisation (cf. tableaux 7 et 8)

Le poste « Autres Actifs », qui s'élève à 36 015 K€, est composé essentiellement :

- de créances sur l'État pour 327 K€
- des débiteurs divers pour 30 222 K€ (25 765K€ qui enregistre toutes les opérations ayant un impact espèce sur la gestion sous mandat BPE notamment achat/vente, souscription/rachat, remise sepa, dépôt et retrait par virement...)
- des primes épargne logement à percevoir pour 212 K€
- d'autres dépôts de garantie versés pour 547 K€
- des primes à étaler s'agissant des caps de couverture négociés auprès de La Banque Postale pour 3 922 K€
- fournisseurs d'immobilisation pour 599K€
- clients et cart business pour 143K€

Les « comptes de régularisation actif » qui s'élèvent à 24 043 K€ sont principalement représentatifs de remises de chèques non encore dénouées dans les circuits interbancaires pour 1 535 K€, de charges constatées d'avance pour 948 K€ (dont des instruments financiers à terme correspondant aux soultes non amorties des anciens caps de couverture réaffectés pour 193 K€), de produits à recevoir pour 18 877 K€ (majoritairement de commissions) et de comptes de régularisation en attente 2 683 K€.

Les « Autres passifs » qui s'élèvent à 10 745 K€ comprennent, pour l'essentiel, d'autres charges fiscales et sociales pour 3 147 K€, divers impôts et taxes pour 1 846 K€, divers impôts liés à la fiscalité directe pour 2 053 K€, divers fournisseurs et autres créateurs divers pour 3 699 K€.

Les « comptes de régularisation passif » qui s'élèvent à 36 253 K€, sont constitués de manière prépondérante de diverses charges d'exploitation et commissions à payer pour 24 957 K€ (dont 8 506 K€ de provisions de congés payés, 10 424K€ de charges à payer Groupe et 6 027K€ de charges à payer hors groupe), de comptes indisponibles sur opérations de recouvrement pour 664 K€, d'intérêts perçus d'avance sur prêts pour 131 K€, de comptes de passages SEPA pour 3 970 K€ et de divers autres comptes de régularisations pour 6 532K€.

## 2.3 Opérations sur titres

Les opérations sur titres sont comptabilisées conformément au Livre II, Titre 3 du Règlement ANC n°2014-07 (cf. tableaux 9 et 10)

### —Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés au coût historique d'acquisition. Des dépréciations sont constituées dès que la valeur de participation est inférieure à la valeur d'utilité desdits titres.

### —Autres immobilisations financières

Ce poste comprend le stock de contribution au mécanisme de garantie des dépôts. Ce stock est composé de certificats d'associés et de certificats d'association, pour un total de 571 K€.

Suite au rachat de Visa Europe par Visa Inc., BPE est titulaire de 1 234 actions valorisées à 1 euro. A chaque arrêté comptable, les moins-values latentes feront l'objet d'une dépréciation.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

## 2.4. Provisions pour risques & charges (cf. tableau 12)

Ce poste est majoritairement constitué des provisions pour litiges et autres risques opérationnels qui s'affichent à 2 650 K€ au 31 décembre 2018.

### Provision Epargne-Logement

Les Comptes Epargne-logement (CEL) et les Plans Epargne-logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- Un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- Un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Conformément au règlement de l'ANC 2014-07 livre II Titre 6, une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en termes de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en termes de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle. Le montant de cette provision s'élève à 346 K€ au 31 décembre 2018.

## 2.5. Capitaux propres et réserves (cf. tableau 5)

## 2.6. Engagements hors bilan (cf. tableau 16)

### —Engagements sur Titres

Les opérations sur titres avec service de règlement et de livraison différés ne sont plus pratiquées depuis décembre 2017.

**—Engagements sur instruments financiers à terme**

Les engagements sur instruments financiers à terme sont comptabilisés conformément au Livre II, Titre 5 du Règlement ANC n°2014-07 (*cf. tableau 16*).

En ce qui concerne les engagements sur instruments de taux d'intérêt, les montants sont portés pour la valeur nominale des contrats fermes.

**2.7. Enregistrement des produits et des charges**

Conformément aux règles édictées par le plan comptable général, les produits rattachés à l'exercice sont les produits acquis à cet exercice (y compris les produits à recevoir et sous déduction des produits perçus d'avance). Toutefois, on distingue les intérêts qui sont comptabilisés prorata temporis et les commissions qui sont enregistrées, pour l'essentiel, selon la période de réalisation de la prestation correspondante. En ce qui concerne les charges d'exploitation, le rattachement à l'exercice s'opère principalement par rapport à la notion de consommation de l'exercice (y compris charges à payer et déduction des charges constatées d'avance).

**2.8 Prêts et créances et risques de crédit (Règlement N°2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable modifié par le Règlement CRC 2005-03 puis par le CRC 2007-06 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de Réglementation Bancaire et Financière) (*cf. Tableau 14*)**

Ce règlement concerne toutes les opérations génératrices d'un risque de crédit (créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle, titres à revenus fixes, engagements par signature et instruments financiers).

Pour une contrepartie donnée, le risque de crédit se caractérise par l'existence d'une perte potentielle liée à une possibilité de défaillance de cette contrepartie par rapport aux engagements qu'elle a souscrits.

**Prêts**

Ils sont enregistrés à l'actif à leur valeur de remboursement. Les intérêts correspondants sont portés en compte de résultat prorata temporis.

**Encours douteux**

Sont classées en « encours douteux », les créances pour lesquelles un risque de non-recouvrement partiel ou total est probable et qui répondent à l'une des deux conditions suivantes :

- impayés depuis plus de 90 jours pour tous types de crédits,
- contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

Le passage d'une créance en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'ensemble des créances d'une contrepartie donnée.

Lorsque les paiements des échéances ont repris de manière régulière, les créances sont reclassées en « encours sains ». Les créances restructurées dont la probabilité de recouvrement est jugée suffisante figurent également en « encours sains ».

**Encours douteux compromis**

Sont qualifiés « d'encours douteux compromis » les créances dont la déchéance du terme est prononcée. Par ailleurs le passage en douteux compromis est effectué systématiquement un an après le passage en statut douteux.

**Encours sensibles**

Il s'agit des prêts immobiliers, présentant un montant à un impayé de plus de 30 jours et de moins de 90 jours. Ces dossiers ne sont pas encore déclassés en défaut.

**Dépréciation**

Les créances relatives aux douteux compromis font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle. Cette dépréciation est constatée par différence entre la valeur comptable et les flux attendus actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine, déterminés en tenant compte de la situation financière du débiteur et de la valeur actuelle des garanties reçues. Pour les prêts déchus garantis par une sûreté réelle, une expertise du bien reçu en garantie est réalisée afin de déterminer le montant à provisionner.

Lorsqu'il n'y a pas de garantie ou bien uniquement la présence d'une caution solidaire de personne physique les encours douteux compromis sont dépréciés intégralement.

Par ailleurs, les prêts non dépréciés sur une base individuelle font l'objet d'une analyse et, le cas échéant, d'une dépréciation sur une base collective par typologie de garantie. Il s'agit du périmètre des dossiers douteux et des dossiers sensibles :

- Les dossiers douteux sont provisionnés sur la base d'une probabilité de perte observée sur le portefeuille ;
- Les dossiers sensibles sont provisionnés sur la base d'une probabilité de déclassement au contentieux, cette dernière étant calculée sur observation d'historiques.

L'actualisation des flux recouvrables pour les prêts immobiliers est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable. La durée prise en compte dans le calcul de l'effet d'actualisation est la durée moyenne de remboursement de la créance douteuse ou litigieuse. Ces dépréciations viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif.

Les intérêts sur encours douteux et douteux compromis comptabilisés en produits font l'objet de dépréciations pour leur intégralité.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont présentées en « coût du risque ». Les dotations et reprises de dépréciations relatives aux intérêts sur encours douteux sont présentées dans le « Produit Net Bancaire ».

**Mise à jour des estimations**

Sur l'exercice 2018, les paramètres de calcul des dépréciations sur les encours sensibles et douteux ont été mis à jour :

**• Sensible :**

- Le taux de probabilité de contentieux est de 17%

• Douteux :

- Le taux de perte en cas de défaut des crédits immobiliers avec garantie hypothécaire est de 6,67%.

La durée d'actualisation est de :

- pour les dossiers garantis par une caution personne morale ou nantissement de placement : durée de 9 mois ;
- pour les dossiers garantis par une hypothèque, durée de 4,5 ans ;
- pour les dossiers douteux compromis, la durée d'actualisation est de 2,4 ans.

Ainsi, au 31 décembre 2018, le montant total des dépréciations des créances sensibles, douteuses et douteuses compromises s'élève à 33 074 K€.

Le montant des pertes couvertes par provisions s'élève à 12 421 K€ et celles non couvertes à 394 K€. La récupération sur créances amorties s'élève à 223 K€.

**Répartition du coût du risque (hors risques en intérêts)**

K€	S/établissements de crédit	S/la clientèle	S/portefeuille titres	S/autres
Dotations & pertes	-	-13 823	-	
Reprises & récupérations	-	12 995	-	
Net	-	-828	-	

**2.9 Garanties**

Au 31 décembre 2018, les principales garanties dont bénéficient nos engagements au titre des prêts immobiliers sur le marché des particuliers sont majoritairement des hypothèques de premier ou second rang et le recours à des organismes de cautionnement.

Lorsque des actifs sont obtenus par la réalisation de garanties, la politique de notre établissement est de les céder dès que possible.

**2.10 Commissions reçues et commissions d'apporteurs d'affaires versées à l'occasion de l'octroi d'un crédit**

Conformément aux dispositions édictées par le règlement de L'ANC 2014-07 dans le livre II-Titre 1, les commissions perçues et les commissions d'apporteurs d'affaires versées à l'occasion de l'octroi d'un crédit sont étalées sur la durée de vie effective de ce crédit. BPE a opté pour la méthode dite "alternative", c'est-à-dire au prorata du capital restant dû.

**2.11 Méthode de valorisation fonds de commerce**

Le fonds de commerce EPC fait l'objet d'un amortissement depuis le 1er janvier 2016 sur une durée de 12 ans. Lors de chaque arrêté, la banque calcule, pour les clients d'origine, une valorisation en fonction du produit net bancaire annuel dégagé. Dans l'hypothèse où ce calcul aboutirait à constater une dépréciation par rapport au montant figurant à l'actif du bilan, une dépréciation serait enregistrée.

**2.12 Résultat exceptionnel**

Ce poste n'a pas enregistré de mouvement durant l'exercice.

**2.13 Etalement des primes payées sur caps**

Conformément à l'Article 5 de l'instruction CB 94-04, BPE étale comptablement les primes des caps achetées dans le cadre de la réduction de son risque de taux résultant des engagements de crédits clientèle à taux plafonnés et payés intégralement à l'invitation.

BPE a également opté pour l'amortissement des soultes de résiliation résultant de la réaffectation de son stock de caps vendus par Crédit Mutuel Arkéa à La Banque Postale.

Lors d'une cession, les primes restant à étaler sont soldées directement en charge si les éléments couverts n'existent plus, sinon les primes continuent d'être étalées.

**III - Autres informations**

**3.1 Engagements de retraite**

On notera que BPE applique depuis le 1er janvier 2005 la recommandation 2003 R 01 du CNC du 1er avril 2003, relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Les régimes de retraites peuvent être des régimes à cotisation définie ou des régimes à prestation définie. Les régimes à cotisation définie ne comportent aucun engagement sur le niveau de prestation fournie. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique « autres services extérieurs ». Les régimes à prestation définie désignent des régimes pour lesquels existe un engagement d'assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont provisionnés dans la rubrique du bilan « provisions » et peuvent faire l'objet d'une couverture externe.

Pour ce qui concerne notre établissement seule sont concernées les indemnités de fin de carrière, l'engagement total au 31 décembre 2018 à ce titre s'élève à 2 122 K€ en gestion externe.

Selon l'estimation faite à la clôture, les cotisations versées dans le cadre de notre contrat d'externalisation couvrent notre engagement et un versement complémentaire de 200K€ est nécessaire au 31 décembre 2018.

Les médailles du travail sont enregistrées à un poste de provision, d'un montant de 635 K€ au 31 décembre 2018.

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques, de taux de rotation des effectifs, d'augmentation des salaires, de taux d'actualisation et d'inflation. En particulier, les calculs réalisés intègrent un taux d'actualisation brut de 1,60%, un taux de rotation des effectifs de 3,09% et un taux de revalorisation des salaires de 1% pour les cadres et 1% pour les non cadres. Les tables de mortalité utilisées sont TF 00-02 et TF 00-02.

Les différences générées par des changements d'hypothèses et par des différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels.

BPE a opté pour la constatation immédiate des écarts actuariels excédant le corridor (au-delà de 10% de la valeur la plus élevée entre la valeur actualisée de l'engagement brut au titre des prestations à la date de clôture et la juste valeur des actifs du régime) en compte de résultat de l'exercice, sans étalement sur la durée d'activité résiduelle des salariés.

### 3.2 Fonds pour risques bancaires généraux

Le montant du fonds pour risques bancaires généraux, qui a pour vocation de couvrir les risques généraux de l'activité bancaire est nul au 31 décembre 2018.

### 3.3 La gestion du risque de taux

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 03/11/2014, la gestion du risque de taux ainsi que celle du risque de liquidité de BPE s'effectue sur la base d'une politique de La Banque Postale.

### 3.4 Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les bénéfices s'élève à 7 801 189 € au 31 décembre 2018.

Une convention d'intégration fiscale a été signée avec le groupe La Poste à effet au 1er janvier 2014.

### 3.5 Effectif moyen inscrit

	Personnel salarié	Personnel mis à la disposition de l'entreprise
Cadres	304	4
Techniciens	107	0
<b>Total</b>	<b>411</b>	<b>4</b>

### 3.6 Informations en matière de rémunérations

Le montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'Administration est nul pour l'année 2018.

### 3.7 Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

Après échanges avec le comité d'entreprise, l'utilisation du crédit d'impôt par BPE de l'enveloppe 2018, soit 217 K€, a permis :

- de créer des emplois au sein des nouvelles structures « espaces » de l'entreprise permettant de prospecter la clientèle Banque Postale.

### 3.8 Honoraires des commissaires aux comptes

Présentés en € - HT	Honoraires de commissaires aux comptes	Honoraires des services autres que la certification des comptes
KPMG S.A	70 300	-
PricewaterhouseCoopers Audit	65 200	-
<b>Total</b>	<b>135 500</b>	<b>-</b>

### 3.9 Consolidation

L'ensemble des comptes fait l'objet d'une consolidation par intégration globale par La Banque Postale.

**Tableau n° 1 : Emplois et ressources selon la durée restant à courir au 31 décembre 2018.**

(En milliers d'euros)	Montants non ventilés	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+5 ans	Total
<b>Emplois</b>						
<i>Créances sur les établissements de crédit</i>	<b>366 202</b>	<b>12 254</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>106 127</b>	<b>484 583</b>
A vue	365 334					365 334
A terme						
Comptes et prêts	0	12 254	0	0	106 127	118 381
Créances rattachées	868					868
<i>Créances sur la clientèle</i>	<b>128 934</b>	<b>72 033</b>	<b>203 678</b>	<b>842 793</b>	<b>1 812 132</b>	<b>3 059 570</b>
A vue	81 879					81 879
A terme						
Autres concours à la clientèle						
Crédits à la clientèle	0	72 033	203 678	842 793	1 812 132	2 930 636
Valeurs non imputées	173					173
Créances douteuses	44 105					44 105
Créances rattachées	2 778					2 778
<b>Ressources</b>						
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	<b>4 103</b>	<b>108 541</b>	<b>232 510</b>	<b>958 430</b>	<b>1 064 255</b>	<b>2 367 839</b>
A vue	1 359					1 359
A terme						
Comptes et emprunts		108 541	232 510	958 430	1 064 255	2 363 736
Valeurs données en pension		0	0	0	0	0

Dettes rattachées	2 744					2 744
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>	<b>1 033 660</b>	<b>15 825</b>	<b>8 905</b>	<b>6 734</b>	<b>8 854</b>	<b>1 073 978</b>
Comptes d'épargne à régime spécial et comptes sur livrets	409 112	15 081	8 076	6 292	8 854	447 415
A vue	366 505					366 505
A terme						
Comptes créditeurs à terme	41 831	15 081	8 076	6 292	8 854	80 134
Dettes rattachées	776					776
<i>Autres dettes</i>	<i>624 548</i>	<i>744</i>	<i>829</i>	<i>442</i>	<i>0</i>	<i>626 563</i>
A vue	624 531					624 531
A terme						
Comptes créditeurs à terme	0	744	829	442	0	2 015
Dettes rattachées	17					17
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Bons de caisse		0	0	0	0	0
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	0	0	0			0
Dettes rattachées	0					0

Tableau n° 2 : Ventilation des emplois et ressources au 31 décembre 2018

En milliers d'euros	Entreprises liées		Entreprises lien de participation	Autres	Total
	Amont	Aval			
<b>Emplois</b>					
<b>Créances sur les établissements de crédit</b>	<b>283 045</b>			<b>201 538</b>	<b>484 582</b>
A vue	283 045			82 289	365 334
A terme				119 248	119 248
<b>Créances sur la clientèle</b>				<b>3 059 570</b>	<b>3 059 570</b>
Autres concours à la clientèle				2 977 691	2 977 691
Comptes ordinaires débiteurs				81 879	81 879
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>					
Titres de placement					
<b>Ressources</b>					
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>2 336 866</b>			<b>30 974</b>	<b>2 367 840</b>
A vue				1 359	1 359
A terme	2 336 866			29 615	2 366 481
<b>Opérations avec la clientèle</b>				<b>1 073 978</b>	<b>1 073 978</b>
<b>Comptes d'épargne à régime spécial et comptes sur livrets</b>				<b>447 416</b>	<b>447 416</b>
A vue				366 505	366 505
A terme				80 912	80 912
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>				<b>626 562</b>	<b>626 562</b>
Autres dettes, à vue				624 531	624 531
Autres dettes, à terme				2 031	2 031
<b>Dettes représentées par un titre</b>					
Bons de caisse					
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables					

L'ensemble des transactions avec les parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché

Tableau n° 3 : Détail des créances et des dettes rattachées au 31 décembre 2018

En milliers d'euros	Actif Créances	Passif Dettes
<b>Etablissements de crédit</b>	<b>873</b>	<b>2 744</b>
A vue		
A terme	873	2 744
<b>Clientèle</b>	<b>3 172</b>	<b>1 990</b>
Autres concours à la clientèle	60	
A vue	394	1 197
A terme	2 718	793
<b>Autres passifs</b>		<b>12</b>
<b>Dettes représentées par un titre</b>		
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		

Tableau n° 4 : Diverses informations au 31 décembre 2018

En milliers d'euros	Montant
---------------------	---------

<b>Détail des provisions pour dépréciation portées en diminution de l'actif</b>	<b>33 671</b>
Créances sur la clientèle	33 075
-Autres concours à la clientèle	31 945
-Comptes ordinaires débiteurs	1 130
Autres	596
-Actions et autres titres à revenu variable	-
-Débiteurs divers	-
-Stock immeubles MDB	75
-Immobilisations corporelles	19
-Immobilisations incorporelles	502
<b>Mouvements sur le compte "Fonds pour risques bancaires généraux"</b>	<b>-</b>
Dotations	
Reprises	

**Tableau n° 5 : Variation des fonds propres au 31 décembre 2018**

	<b>Situation au 31 décembre 2017</b>	<b>Affectation du résultat 2017</b>	<b>Distribution</b>	<b>Coc Caa</b>	<b>FRBG</b>	<b>Résultat au 31 décembre 2018</b>	<b>Situation au 31 décembre 2018</b>
Capital	102 411						102 411
Réserve légale	7 006	759					7 765
Réserve spéciale P.V.L.T.	0						0
Réserve générale	0						0
Prime d'émission	0						0
Prime de fusion	627						627
Report à nouveau	5 410	69					5 479
Acompte sur dividende	0	0					0
Fonds pour risques bancaires généraux	0						0
Distribution	0	14 355	-14 355				0
Résultat	15 184	-15 184				14 271	14 271
<b>Totaux</b>	<b>130 637</b>	<b>0</b>	<b>-14 355</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14 271</b>	<b>130 552</b>

**Titres composant le capital social**

<b>Catégorie de titres</b>	<b>Nombre</b>	<b>Valeur Nominale</b>	<b>Etendue des droits</b>
Actions ordinaires	17 506 100	5,85 euros	- droit aux bénéfices - droit aux décisions d'assemblées

**Tableau n° 6 : immobilisations corporelles, incorporelles et autres charges à répartir : état des mouvements par catégorie**

Nature immobilisations	Valeurs brutes 01/01/2018	Acquisitions	Cessions	Valeurs brutes 31/12/2018	Amortissements ou provisions				Net bilan 31/12/2018
					01/01/2018	Dotations	Reprises	31/12/2018	
<b>Total incorporelles</b>	<b>15 099</b>	<b>6 440</b>	<b>4 136</b>	<b>17 403</b>	<b>5 269</b>	<b>2 132</b>	<b>0</b>	<b>7 401</b>	<b>10 002</b>
<i>Autres Immobilisations Incorporelles</i>	<i>7 588</i>	<i>6 440</i>	<i>4 136</i>	<i>9 892</i>	<i>2 633</i>	<i>1 805</i>		<i>4 439</i>	<i>5 453</i>
Logiciel-4419007	4 733	4 234		8 967	2 616	1 805		4 421	4 546
MOA-Logiciels créés en interne AMADEUS-4419006	17			17	17			17	0
Immobilisations Incorporelles En Cours/Logiciels	2 838	2 206	4 136	908					908
<b>Sous-total Fonds commercial</b>	<b>7 511</b>			<b>7 511</b>	<b>2 636</b>	<b>326</b>		<b>2 962</b>	<b>4 549</b>
Fonds de Commerce+ dt entrée	1 456			1 456	1 398	0		1 398	58
Droit au Bail	2 059			2 059	502	0		502	1 557
<b>Total Droits au bail</b>	<b>3 514</b>			<b>3 514</b>	<b>1 900</b>	<b>0</b>		<b>1 900</b>	<b>1 614</b>
Fonds de commerce (epc)	3 997			3 997	736	326		1 062	2 935
Fonds de commerce (Boissy Finances)									
<b>Total Fonds commercial</b>	<b>3 997</b>			<b>3 997</b>	<b>736</b>	<b>326</b>		<b>1 062</b>	<b>2 935</b>
<b>Total stocks</b>	<b>309</b>	<b>0</b>	<b>234</b>	<b>75</b>	<b>159</b>	<b>0</b>	<b>84</b>	<b>75</b>	<b>0</b>
Constructions (marchand de biens)	309		234	75	159		84	75	
<b>Total corporelles</b>	<b>23 296</b>	<b>1 221</b>	<b>251</b>	<b>24 266</b>	<b>16 253</b>	<b>1 261</b>	<b>242</b>	<b>17 272</b>	<b>6 994</b>
Terrains (marchand de biens)	171			171					171
<b>Terrains</b>	<b>171</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>171</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>171</b>
Constructions	2 401			2 401	1 898	63		1 960	441
Gros oeuvre bâtiments exploitation	966	63		1 029	241	39		280	749
Frais d'acquisition bâtiment exploitation	306			306	306			306	
Clos couvert exploitation	534	135	12	657	134	23	5	152	505
<b>Total Gros œuvres</b>	<b>4 208</b>	<b>198</b>	<b>12</b>	<b>4 393</b>	<b>2 579</b>	<b>124</b>	<b>5</b>	<b>2 698</b>	<b>1 695</b>
Frais d'Installation	5 272		52	5 220	5 147	39	52	5 134	87

Frais d'Installation (manuel)	48			48	48			48	
Agencements professionnels	1 521	224	19	1 726	960	142	18	1 083	643
Agencements bâtiments d'exploitation	10 264	665	135	10 794	6 131	825	133	6 824	3 970
Matériel de Télésurveillance	405	15	12	407	333	42	12	363	44
<b>Total inst générale, agencements, aménagements</b>	<b>17 510</b>	<b>904</b>	<b>218</b>	<b>18 196</b>	<b>12 619</b>	<b>1 048</b>	<b>215</b>	<b>13 452</b>	<b>4 744</b>
Matériel Informatique	49	5		54	29	9		38	15
Matériel imprimerie reprographie	1			1	1			1	0
Autres matériel	93		15	79	92		15	78	1
Autres immos corporelles diverses (tableaux)	36			36	19			19	17
Matériel de Transport									
<b>Total autres immo corporelles et assimilées</b>	<b>179</b>	<b>5</b>	<b>15</b>	<b>169</b>	<b>142</b>	<b>9</b>	<b>15</b>	<b>136</b>	<b>33</b>
Mobilier	1 051	100	5	1 145	786	65	5	845	300
Matériel	178	16	2	192	127	15	2	141	51
<b>Total Matériel, Mobilier</b>	<b>1 229</b>	<b>115</b>	<b>7</b>	<b>1 337</b>	<b>913</b>	<b>79</b>	<b>7</b>	<b>986</b>	<b>351</b>
	<b>38 704</b>	<b>7 661</b>	<b>4 621</b>	<b>41 744</b>	<b>21 681</b>	<b>3 393</b>	<b>326</b>	<b>24 748</b>	<b>16 996</b>

Tableau n° 7 : Bilan actif : Ventilation de divers postes au 31 décembre 2018

En milliers d'euros	Montant
<b>Ventilation des autres actifs</b>	<b>36 016</b>
Débiteurs divers	32 084
Comptes de stock et emplois divers	3 932
<b>Ventilation des comptes de régularisation</b>	<b>24 043</b>
Comptes d'encaissement	1 535
Charges constatées d'avance	948
Autres produits à recevoir	18 877
Comptes de régularisation divers	2 683

Tableau n° 8 : Bilan passif : Ventilation de divers postes au 31 décembre 2018

En milliers d'euros	Montant
<b>Ventilation des autres passifs</b>	<b>10 745</b>
Comptes de reglt relat. aux opér. sur titres	
Créditeurs divers	10 745
<b>Ventilation des comptes de régularisation</b>	<b>36 254</b>
Comptes d'encaissement	4 634
Produits constatés d'avance	131
Charges à payer	24 957
Comptes de régularisation divers	6 532
<b>Ventilation des provisions pour risques et charges</b>	<b>2 650</b>
Risques déductibles	1 891
Risques non déductibles	759
<b>Ventilation des réserves</b>	<b>7 765</b>
Réserve légale	7 765
Autres réserves	

Tableau n° 9 : Opérations sur titres

Nature des titres	PCEC	Valeurs brutes 01/01/2018	Acquisitions	Cession ou transfert	Valeurs brutes 31/12/2018	nb titres détenus	% k de ste émettrice	Provisions				Net bilan
								01/01/2018	Dotations	Reprises	31/12/2018	
<b>Total PCEC 3****</b>												
Actions et aut. Titres à rev. Fixe	30 312											
Titres de placement	30 313											
<b>Total PCEC 4****</b>		<b>478</b>	<b>109</b>	<b>17</b>	<b>570</b>							<b>570</b>
Participations et activité de portef.	41 239											
Autres participations												
S.G.F.G.A.S						1						
Parts dans les entreprises liées	4111											
Autres immobilisations financières	413	478	109	17	570							570
Certificats d'association fonds de garantie		224		17	207							207
Certificats d'associés fonds de garantie		253	109		362							362
Visa		1			1	1 234						1
Créances rattachées	417											
<b>Total général</b>		<b>478</b>	<b>109</b>	<b>17</b>	<b>570</b>							<b>570</b>

Tableau n° 10 : Ventilation entre les portefeuilles de transaction, de placement et d'investissement au 31/12/2018 (en Milliers d'euros)

Différentes natures de titres	Cotés	Non cotés	+ value latente	- value latente
Effets publics et assimilés				
<b>Titres d'investissement</b>				
Obligations et autres titres à revenu fixe			Néant	
<b>Titres de placement</b>				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actions propres				
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	

Tableau n° 11 : Ventilation des charges générales d'exploitation au 31 décembre 2018

611	Salaires et traitements	24 027
6121	Charges de retraite	3 525
6129	Autres charges sociales	9 078
613/673/773	Intéressement et participation des salariés et abondement PEE	3 185
614	Impôts et taxes et versements assimilés sur rémunérations	3 711
	<b>Total frais de personnel</b>	<b>43 527</b>
	Autres frais administratifs	28 247
	<b>Total des charges générales d'exploitation</b>	<b>71 774</b>

Tableau n° 12 : Etat des provisions pour risques et charges au 31 décembre 2018

En milliers d'euros	Provisions au 31/12/2017	A constituer au 31/12/2018	Utilisées au 31/12/2018	Disponibles au 31/12/2018	Provisions au 31/12/2018
Risques déductibles (519)	1	1	-	1	1
Pertes et charges déductibles (519)	661	-	-	26	635
Litiges (519)	1 259	130	-	334	1 055
Impôts et pénalités déductibles (519)	-	-	-	-	-
Impôts et pénalités non déductibles (519)	9	-	-	-	9
Indemnités de départ & prud'hommes (519)	260	-	30	30	200
IFC non déductibles (5111)	-	-	-	-	-
Epargne logement non déductibles (519)	326	20	-	-	346
Pertes et charges non déductibles (519)	416	404	-	416	404
<b>Total risques</b>	<b>2 933</b>	<b>554</b>	<b>30</b>	<b>807</b>	<b>2 650</b>

## —Etat des provisions pour risques sur engagements au titre des comptes et plans épargne logement

Comptes et plans épargne- logement sur la phase épargne : encours et provisions

En K€	31.12.2018		31.12.2017	
	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Plans épargne- logement	35 468	325	31 139	309
• Ancienneté de moins de 4 ans	11 523	106	12 226	121
• Ancienneté de 4 à 10 ans	14 124	129	10 354	103
• Ancienneté de plus de 10 ans	9 821	90	8 559	85
Comptes épargne-logement	4 373	19	3 477	17
<b>Total</b>	<b>39 841</b>	<b>344</b>	<b>34 616</b>	<b>326</b>

Crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans épargne-logement : encours et provisions

	31.12.2018		31.12.2017	
	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Plans épargne-logement	-		2	
Comptes épargne-logement	120	2	153	3
<b>Total</b>	<b>120</b>	<b>2</b>	<b>155</b>	<b>3</b>

Tableau n° 13 : commissions au 31 décembre 2018

Nature	Charges	Produits
Commissions S:OP avec ets de credit		
Commissions S/OP.avec la clientèle		2 034
Commissions S/OP.sur titres		12 631
Commissions S/OP.de change		
Commissions interventions S/marches primaires de titres		

Commissions S/OP.S/instruments financiers à terme		4
Commissions S/prestations de services pour compte de tiers	1 509	18 733
Commissions S/gestion sous mandat (GSM)	20 146	55 952
Commissions autres	-	
<b>Total</b>	<b>21 655</b>	<b>89 354</b>

**Tableau n° 14 : Risque de crédit****—Clients douteux et douteux compromis**

Ventilation par type de contrepartie Segmentation (en milliers d'euros)	Encours Bruts		Douteux				Douteux Compromis			
	2018	2017	Brut 2018	Brut 2017	Dépréciations 2018	Dépréciations 2017	Brut 2018	Brut 2017	Dépréciations 2018	Dépréciations 2017
Particuliers	2 044 559	2 013 562	10 242	12 985	-1 911	-2 361	43 779	53 150	-24 948	-30 168
Autres entreprises financières	35 163	33 812						113		-19
Sociétés non financières (entreprises)	1 012 924	776 471	7 367	8 200	-482	-567	15 875	24 154	-5 655	-10 539
Secteur public										
Autres										
<b>Total</b>	<b>3 092 646</b>	<b>2 823 845</b>	<b>17 609</b>	<b>21 185</b>	<b>-2 393</b>	<b>-2 928</b>	<b>59 654</b>	<b>77 417</b>	<b>-30 603</b>	<b>-40 726</b>

**Tableau n° 15 : Intérêts et produits et charges assimilés (en milliers d'euros)**

31/12/2018	Produits	Charges
Etablissements de crédit	1 199	-19 920
Clientèle	51 496	-2 313
Opérations sur titres	0	-14
<b>Total</b>	<b>52 695</b>	<b>-22 247</b>

**Tableau n° 16 : Ventilation des engagements hors bilan au 31 décembre 2018**

En milliers d'euros	Entreprises liées		Entreprises lien de participation	Autres	Total
	Amont	Aval			
<b>Engagements donnés</b>					
<i>Engagements de financement</i>	-	-	-	224 837	224 837
En faveur des établissements de crédit	-	-	-	-	-
En faveur de la Clientèle	-	-	-	224 837	224 837
<i>Engagements de garantie</i>	-	-	-	3 819	3 819
D'ordre d'établissement de crédit	-	-	-	414	414
D'ordre de la Clientèle	-	-	-	3 405	3 405
<i>Engagements sur titres</i>	-	-	-	-	-
Titres acquis avec faculté de reprise	-	-	-	-	-
Autres engagements donnés	-	-	-	-	-
<b>Engagements reçus</b>	-	-	-	-	-
<i>Engagements de financement</i>	-	-	-	-	-
Reçus des établissements de crédit	-	-	-	-	-
Reçus de la clientèle	-	-	-	-	-
<i>Engagements de garantie</i>	55 807	-	-	1 111 182	1 166 989
Reçus des établissements de crédit	55 807	-	-	1 111 182	1 166 989
Reçus de la clientèle	-	-	-	-	-
<i>Engagements sur titres</i>	-	-	-	-	-
Titres vendus avec faculté de reprise	-	-	-	-	-
Autres engagements reçus	-	-	-	-	-
<i>Engagements donnés ne figurant pas au hors bilan</i>	363 781	-	-	-	363 781
Reçus d'établissements de crédit	363 781	-	-	-	363 781
En faveur de la Clientèle	-	-	-	-	-
Autres valeurs affectées en garantie	-	-	-	-	-
<i>Engagements reçus ne figurant pas au hors bilan</i>	-	-	-	1 924 529	1 924 529
En faveur des établissements de crédit	-	-	-	-	-
Garanties reçues de la clientèle	-	-	-	1 924 529	1 924 529
Autres valeurs reçues en garantie	-	-	-	-	-

**Engagements Hors- Bilan sur instruments financiers à terme**

31/12/2018

En milliers d'euros	Couverture Marché de gré à gré Opérations de taux intérêts SWAPS	Couverture Marché de gré à gré Opérations de taux intérêts COLLAR & CAPS	Couverture Marché de gré à gré Opérations de taux intérêts OPTIONS
< 5 ans	-	307 781	-
> 5 ans	-	56 000	-
<b>Total</b>	-	<b>363 781</b>	-
Juste valeur des instruments financiers		427	-
Contreparties		La banque postale	

**Tableau n° 17 : Ventilation de l'impôt sur les bénéfices au 31 décembre 2018**

En milliers d'euros	Avant impôts	Impôts	Après impôts
Résultat courant	22 099	7 811	14 289
Résultat exceptionnel	-	-	-
Participation des salariés	-27	-9	-18
<b>Résultat comptable</b>	<b>22 072</b>	<b>7 801</b>	<b>14 271</b>

**Incidence des dispositions fiscales au 31 décembre 2018**

Résultat net de l'exercice	14 271
+dotations de l'exercice aux provisions réglementées	
-reprises de l'exercice sur provisions réglementées	
-réduction d'impôt du fait des dotations	
+augmentation d'impôt du fait des reprises	
<b>Résultat hors dispositions fiscales</b>	<b>14 271</b>

**Accroissement et Allègement de la Dette Future d'impôts au 31 décembre 2018**

Nature des différences temporaires	
<b>Accroissements</b>	
Provisions réglementées	
Amortissements dérogatoires	
<b>Total accroissement de la dette future d'impôts</b>	
<b>Allègements</b>	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	3 893
Autres différence temporaires	631
C3S	209
<b>Total allègement de la dette future d'impôts</b>	<b>4 734</b>

\* Au taux moyen de l'I.S plus l'incidence de la contribution spéciale de 3,3% (34,43 %)

**V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale de la société BPE S.A.

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BPE S.A relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit et des risques.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de

notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

#### **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

—Provisionnement du risque de crédit

#### *Risque identifié*

BPE constitue des dépréciations pour couvrir les risques avérés de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers.

Les dépréciations sont estimées sur une base individuelle pour les créances correspondant aux encours douteux compromis. Pour les créances douteuses, les dépréciations sont estimées sur une base statistique, en retenant un taux de provisionnement issu d'une approche collective statistique déclinée par nature de garantie et appliquée individuellement aux contrats.

Les principes suivis en matière de provisionnement du risque de crédit sont décrits dans la note 2.8. « Prêts et créances et risques de crédit » de l'annexe aux comptes annuels. Au 31 décembre 2018, les encours douteux compromis et douteux des opérations avec la clientèle s'élèvent respectivement à 59, 7 millions d'euros et 17,6 millions d'euros, et les provisions associées à 30,6 millions d'euros et 2,4 millions d'euros, comme indiqué dans le tableau n°14 « Risque de crédit clients douteux et douteux compromis » de l'annexe aux comptes annuels.

L'évaluation des provisions requiert l'exercice du jugement pour l'identification des expositions (ou groupes d'expositions homogènes) présentant un risque de non recouvrement, ainsi que pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement.

Nous avons considéré que le provisionnement du risque de crédit constitue un point clé de l'audit en raison :

- de l'importance relative des opérations avec la clientèle à l'actif du bilan ;
- des modalités de détermination des dépréciations, qui sont fondées sur des estimations, qu'il s'agisse des probabilités de défaut, des pertes en cas de défaut et flux futurs recouvrables ou de la valeur des garanties.

#### *Procédures mises en œuvre en réponse à ce risque*

Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne mis en place par la direction pour identifier les créances douteuses et évaluer le montant des dépréciations sur encours douteux et douteux compromis.

Nous avons testé l'efficacité des contrôles mis en œuvre par la banque, jugés comme clés au regard de :

- l'identification des encours douteux,
- l'évaluation des flux recouvrables et de la valeur des garanties reçues,
- la validation du traitement des données dans les outils informatiques métiers,
- leur correcte application aux encours douteux ou douteux compromis,
- l'intégrité de leur traduction en comptabilité.

Nous avons également pris connaissance du fonctionnement des comités spécialisés de la banque chargés du suivi des créances douteuses et contentieuses et avons testé leurs conclusions en examinant la documentation justifiant le niveau des dépréciations constituées.

Enfin, nous avons examiné le caractère approprié de l'information donnée en annexe.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

#### **Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

#### **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BPE S.A par vos assemblées générales du 30 mai 2017 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 1er octobre 2013 pour le cabinet KPMG S.A

Au 31 décembre 2018, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la seconde année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG dans la sixième année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit et des risques de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels***Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

*Rapport au comité d'audit et des risques*

Nous remettons un rapport au comité d'audit et des risques qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit et des risques, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit et des risques la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit et des risques, des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 14 mai 2019  
Isabelle Goalec  
Associée

Neuilly-sur-Seine, le 14 mai 2019  
Jacques Lévi  
Associé

**VI. — Rapport de gestion**

Un rapport de gestion est mis à la disposition du public, au siège social, 62 rue du Louvre, 75002 Paris.